



Communiqué

Négociation 2016

La FAE propose au gouvernement une voie de passage

Montréal, le 8 mars 2016 – Convaincus qu'une solution est toujours à portée de main, les représentantes et représentants des huit syndicats affiliés à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont voté hier soir, lors d'une réunion du Conseil fédératif de négociation, de poursuivre les travaux de négociation avec le gouvernement. La FAE demande au gouvernement de Philippe Couillard l'intervention d'un Conseil de médiation, tant sur les enjeux sectoriels qu'intersectoriels, afin d'en arriver à une entente satisfaisante pour les deux parties.

« Les profs demeurent mobilisés depuis plus d'un an et ils nous demandent de respecter les mandats qu'ils nous ont confiés : améliorer leur quotidien et assurer aux élèves, jeunes et adultes, l'accès à des ressources et à des services adéquats. Dans cet esprit, la FAE continuera de proposer des solutions concrètes dans le cadre de la négociation actuelle pour y parvenir. La FAE ne peut baisser les bras devant l'état lamentable dans lequel nos gouvernements successifs ont placé les écoles publiques. La patience du gouvernement a atteint ses limites? Imaginez celle des parents qui constatent que leurs enfants sont privés de services auxquels ils ont pourtant droit. Imaginez l'impatience des profs qui font le choix courageux de poursuivre la lutte, malgré le mépris du gouvernement, des directions d'établissement et des gestionnaires des commissions scolaires. Ce combat est légitime et nous savons que la population continue de nous soutenir », a déclaré Sylvain Mallette, président de la FAE.

Par ailleurs, le Fédération exige la tenue d'une rencontre dans les plus brefs délais avec les ministres du Conseil du trésor, Sam Hamad, et de l'Éducation, Sébastien Proulx. « Les solutions qui pourraient être mises de l'avant dans le cadre de la négociation dépendent non seulement de la volonté des membres de la FAE, mais aussi des ministres responsables de cette négociation. Nos membres ont non seulement le droit de négocier librement leurs conditions de travail, mais ils méritent aussi que ces conditions témoignent de l'importance du rôle joué par les enseignantes et enseignants de l'école publique auprès des citoyennes et citoyens québécois. Nous souhaitons rappeler aux ministres leurs responsabilités », a souligné M. Mallette.

Les huit syndicats affiliés à la FAE demandent aussi une rencontre avec les chefs des partis d'opposition, soit Pierre-Karl Péladeau du Parti québécois (PQ), François Legault de la Coalition Avenir Québec (CAQ) et Françoise David de Québec solidaire. « Ces rencontres doivent permettre d'informer les partis d'opposition de la situation et de leur rappeler leur rôle crucial dans la défense de l'école publique aux côtés des enseignantes et enseignants et des parents du Québec », a ajouté M. Mallette.

Quant aux enjeux économiques, la FAE rencontre cet après-midi à Québec le Conseil du trésor pour la première fois de l'année, après que les enseignantes et enseignants eurent rejeté en janvier la proposition salariale du gouvernement. D'autres informations suivront.

- 30 -

Source : Fédération autonome de l'enseignement

Renseignements : Marie-Josée Nantel, conseillère au Service des communications

Cellulaire : 514 603-2290